

Hommage à Hugues Bertrand

Anne-Marie Grozelier

19 janvier 2019

J'ai connu Hugues en 1984 lorsque je suis arrivée au secteur économique emploi de la confédération CFDT.

Il y avait au secteur, sous la houlette complice de Pierre et de Hugues, une ambiance à la fois chaleureuse studieuse rigoureuse pleine aussi de légèreté... grâce à l'humour dont certains ne manquaient pas. Hugues n'était pas le dernier pour cela.

Le secteur économique emploi de la CFDT était –pour reprendre les termes mêmes de Hugues- *« une belle aventure, une très belle équipe...elle était rodée, efficace et chouette. Il faisait bon venir y travailler chaque jour.... »*.

J'y ai beaucoup appris.

C'était une sorte d'intellectuel collectif : liberté d'expression, respect mais aussi rigueur dans le débat. H était très attentif, très à l'écoute des militants syndicaux de terrain, soucieux de bien comprendre son interlocuteur. Quand un militant syndicaliste avançait une idée originale il ne l'aurait pas dégradée en simple intuition tout juste bonne à faire valider par les autorités intellectuelles. Intellectuel - il l'était assurément - mais nullement mandarin - c'était là sa différence...

Certes, comme tout le monde, il avait ses aspérités, disons, plus exactement, des moments que je qualifierais de rugueux... mais que j'ai toujours compris comme le prix de sa sincérité.

En revanche, s'il avait, à mes yeux, une qualité que j'appréciais particulièrement c'est bien ce regard sans complaisance qu'il jetait sur la réalité et qu'il devait à son indépendance d'esprit. Il refusait le « prêt à penser » et il a toujours su conserver son quant à soi, le contact avec le réel.

Son approche de la question européenne l'illustre bien.

En effet, la dimension européenne était très présente dans les réflexions et les analyses qu'il animait à la CFDT.

J'ai encore en mémoire des Notes destinées à alimenter les débats du Bureau National Confédéral. Il y évoquait déjà l'impact / la menace que faisait peser l'internationalisation

sur l'élaboration de la revendication salariale et la nécessité de se rapprocher des organisations syndicales des pays voisins, notamment des syndicats allemands.

Durant son passage à la confédération Hugues avait déjà touché du doigt la question de l'Europe sociale notamment lorsqu'il participait aux réunions du comité économique interne à la Confédération européenne des syndicats, (animé à l'époque par un syndicaliste des TUC britanniques). Il y prenait la mesure du travail à accomplir pour constituer une approche syndicale vraiment européenne.

Je me souviens aussi d'une réunion où, de retour de Londres, il nous racontait, avec beaucoup d'humour comment, au 10 Downing street, Margareth Thatcher - alors présidente de l'Europe - lui avait servi le thé (comme aux autres) avant d'aborder les questions sérieuses qui fâchaient...

Hugues avait été au départ, d'emblée réticent sur l'Europe, - mais après l'expérience Mauroy qui avait conduit au blocage des salaires - il était redevenu européen – européen certes - mais de raison - : car pour lui, les solutions à la crise devraient nécessairement passer par l'Europe.

Pour autant il défendait une certaine conception de l'Europe. Et on comprend que l'orientation qu'elle prenait l'ait finalement déçu. En tout cas, à partir de la crise grecque, il ne cachait plus un point de vue franchement critique.

C'est peut être une impression exagérée de ma part, mais je dois avouer que j'ai eu par moment, le sentiment que le spectacle de ce qu'était en train de devenir l'Europe l'affligeait sourdement.

Comme Pierre l'a évoqué, Hugues a participé à la création de Lasaire et a donc été un promoteur actif (avec lui) de sa dimension européenne avec le lancement, en 1990, des rencontres biennales « Europe et Travail » devenues ensuite « Europe Travail Emploi »

Il s'agissait de réfléchir à la prise en compte de la dimension sociale au coeur la construction européenne.

L'Europe sociale - la dimension sociale de l'Europe – était, à l'époque, un concept original et porteur d'espoirs. C'est d'ailleurs sur cette base que Jacques Delors avait lancé l'idée de dialogue social européen.

Mais au fil du temps, l'Europe est de plus en plus apparue comme un espace économique largement ouvert alors que les règles sociales, elles, continuaient de s'arrêter aux frontières (des kilomètres de directives et pas un cm sur l'Europe sociale.. comme l'avait exprimé à la 1ere biennale le regretté François Staedlin, président du Comité Economique et Social européen) .

Très tôt Hugues a senti le danger des politiques de dérégulation : dans de nombreux pays elles vidaient peu à peu de sa substance la négociation collective de branche sans qu'un relais européen n'apparaisse.

D'où l'intérêt, le regard, qu'il portait sur les capacités de résilience des modèles sociaux des États membres : il importait de bien connaître les systèmes sociaux nationaux car ce sont eux qui constituent la base, le socle, la caractéristique même de l'Europe sociale : les modèles de négociation collective, d'organisation du travail et de formation, dans les principaux pays membres.

Ce thème est devenu central dans nos travaux

C'est ainsi que Hugues a développé le concept d'Europe intermédiaire qui supposait la construction - au niveau supra national- d'acteurs sociaux nécessaires pour engager une négociation collective européenne et développer un véritable espace de négociation européen. Je me souviens d'une étude qu'il a pilotée sur la possibilité de négocier des accords de branche au niveau européen et à laquelle j'ai participé.

Durant cette période nous étions encore optimistes : l'Europe du travail allait se construire, accompagner l'ouverture économique. Nous avons salué l'arrivée de la directive sur les comités d'entreprise européens, après des décennies de blocage. Quelques négociations d'accords européens ont eu lieu et nous attendions avec espoir la directive sur la société européenne.

Mais rapidement le navire a commencé à tanguer.

On espérait l'extension du modèle de l'économie sociale de marché. Hélas .. Nous attendions Grouchy, nous avons eu Schroeder....

Comme je l'ai dit plus tôt, les derniers temps, le spectacle du démantèlement des droits sociaux dans les États membres le désolait. A tel point, je m'en souviens encore, c'était au séminaire de Madrid, en 2016. Les syndicalistes espagnols, portugais, italiens répétaient tous le même constat : les baisses de salaires sont le prix à payer pour le maintien de l'emploi... lors des restructurations.

J'ai encore à l'oreille la question de Hugues : pensez-vous que cette spirale de la baisse des salaires va s'arrêter ? Au vu de leurs réponses il avait conclu « il n'y aura donc aucune limite à ce cercle infernal »

N'annonçait-il pas là, de façon prémonitoire, une indignation de plus en plus partagée et qui peut se transformer en force collective.

Après le désespoir, c'est sûrement la volonté d'agir qui l'aurait amené à rejoindre tous ceux qui sont résolus à inverser le sens de la spirale.